

**Nations unies - Situation des  
populations rohingyas en Birmanie -  
Remarques à la presse du  
représentant permanent de la  
France auprès des Nations unies  
(New York, 06 novembre 2017)**

(en français et en anglais)

Dès après l'attaque du 25 août, la France a pris l'initiative, avec le Royaume-Uni, pour pleinement mobiliser le conseil de sécurité sur la Birmanie, où la situation est extrêmement grave : plus de 600.000 personnes déplacées, des actes de violence inouïs contre des villages et leurs habitants, des violations systématiques et répétées des droits de l'Homme.

Face à ce qui est, il faut le rappeler, un nettoyage ethnique, nous avons travaillé sans relâche avec nos partenaires. La réunion du conseil de sécurité en formule Arria organisée sous présidence française le 13 octobre dernier autour de Kofi Annan a été un moment particulièrement important pour construire le consensus et identifier les clés d'une sortie de crise.

Nous venons d'adopter une déclaration présidentielle du conseil de sécurité sur cette question. Cette déclaration présidentielle constitue une réponse forte et unie du conseil de sécurité à la crise en Birmanie, comme le souhaitait la France. Cela fait près de dix ans, il faut le souligner, que le conseil de sécurité n'avait pas adopté un seul texte sur la situation en Birmanie. Je veux ici insister sur le consensus de tous les membres du Conseil derrière ce texte qui contient cinq messages forts - en forme d'exigences - à l'attention des autorités birmanes :

1/- Premièrement, cesser les violences dans l'Arakan ;

2/- Deuxièmement, permettre un accès immédiat et sans entrave à tous les acteurs humanitaires ;

3/- Troisièmement, créer les conditions d'un retour volontaire, sûr et durable des réfugiés et des personnes déplacées, en associant les Nations unies et notamment le HCR.

4/- Quatrièmement, mettre en oeuvre rapidement les recommandations de la Commission présidée par Kofi Annan afin de traiter les causes profondes de la crise des Rohingyas de l'Arakan.

5/- Cinquièmement, condamner le plus fermement les violations des droits de l'Homme commises et demander que les responsables de tels actes soient poursuivis devant la justice.

Un suivi de ce texte est clairement prévu dans la déclaration présidentielle elle-même, puisque le texte appelle le Secrétaire général à rendre compte au conseil de sécurité de l'évolution de la situation dans 30 jours et à examiner la possibilité de nommer un conseiller spécial sur la Birmanie, comme cela a été le cas par le passé.

Pour résumer, cette déclaration présidentielle marque donc un message fort et unanime du conseil pour mettre un terme au nettoyage ethnique en Birmanie et y recréer une dynamique positive. Il s'agit d'une étape importante et nécessaire pour résoudre l'une des pires crises humanitaires de notre temps. Mais ce n'est qu'une étape et nous attendons à présent que les exigences claires et sans équivoque exprimées par le conseil dans ce texte important se traduisent en actes et cela sans délai. Nous serons particulièrement vigilants sur ce point et nous veillerons, avec nos collègues et amis britanniques en particulier, à ce que le conseil de sécurité reste pleinement mobilisé sur la situation en Birmanie.

One word in English. Through this presidential statement, the Security Council expresses a strong and unanimous message to end the ethnic cleansing that is taking place before our eyes in Myanmar and recreate a political momentum in this country. This is an important and needed step forward to solve one of the worst humanitarian crises of our time. Now the demands of the Security Council, because these are demands, must be translated into action. And for that, together with the British and our other colleagues at the Security Council, France will be very vigilant.

Q - Ambassadeur, vous ne croyez pas quand même qu'une PRST, comme vous dites, n'a pas la même valeur ? Parce que ce n'est pas contraignant, ce qui prouve bien qu'au sein du conseil tout le monde n'est pas uni, sinon vous auriez une résolution, non ?

R - Une résolution peut être votée avec une abstention par exemple, alors qu'une déclaration présidentielle, qui a la même valeur, est adoptée à l'unanimité. Et donc cette déclaration présidentielle, c'est ce qui rend sa portée particulière, est à la fois forte dans son contenu mais aussi dans sa forme, dans le fait que ce sont l'ensemble des quinze membres du conseil de sécurité qui, unanimement, ont adopté chacun des mots qui la compose.

Q - Parce que ça les engage moins...

R - Non, je dirais même au contraire. Une déclaration présidentielle, encore une fois, dès lors qu'elle requiert l'engagement unanime de l'ensemble des membres du conseil de sécurité, marque bien le message fort et uni qui était nécessaire (...). À travers ce texte, nous avons à la fois la force du message et l'unanimité dans son expression (...). Est-ce que c'est le bout du chemin ? Non. Mais c'est une étape majeure pour briser cet engrenage de la violence et du nettoyage ethnique que nous voyons à l'oeuvre jour après jour en Birmanie. C'est d'autre part une condition nécessaire, pas suffisante, certes, mais absolument nécessaire, pour recréer en Birmanie une dynamique politique positive et tracer un sentier vers le chemin à plus long terme dont Kofi Annan avait dessiné les contours à travers son rapport et lorsqu'il était venu

pour cette réunion en format Arria au conseil de sécurité. Maintenant, il appartient aux membres du conseil de sécurité de rester aussi unis dans la mise en oeuvre de cette déclaration présidentielle qu'ils l'ont été dans son adoption. D'où l'importance des mécanismes de suivi très précis qu'elle contient, notamment le rapport d'Antonio Guterres dans un délai de trente jours. D'où la nécessité de montrer une très forte vigilance sur l'application effective, dans les faits, des exigences qui figurent dans cette déclaration. Voilà l'enjeu aujourd'hui./.